

2 Politique

Congrès provinciaux du PDG/Ogooué-Maritime/Etat des lieux

Voir la racine du mal

L-J. N.

Libreville/Gabon

LE parti démocratique gabonais (PDG) ouvre aujourd'hui, par l'Ogooué-Maritime, sa série de congrès provinciaux qui vont s'étendre jusqu'au 19 novembre. La rencontre se tient dans un contexte particulier, au moment où cette formation politique agonise, minée par des divisions internes, des guerres de clochers, l'immobilisme de ses animateurs. Pourtant la tenue, le 6 décembre 2016 du séminaire de formation et de réflexion des cadres du PDG de l'Ogooué-Maritime, suite aux assises d'Angondjé avait redonné espoir aux militants.

Ce conclave visait, disait-on, la régénération et la revitalisation du parti majoritaire au sortir de la dernière élection présidentielle du 27 août. 650 délégués de Port-Gentil et des trois départements de la province y prenaient part. A cette occasion, le secrétaire général adjoint 1, Jean-Marie Koumba Souvi avait souligné la nécessité de remobiliser les ressources humaines, de préserver les acquis et de fixer des perspectives en vue de la matérialisation du programme de société "Égalité des chances" sur la base duquel son porteur a été plébiscité. Puis pour doper le moral de ses troupes, il a fait sien cette pensée de son "Distingué camarade président" : "Militier ce n'est pas seulement se le dire, c'est plutôt se le prouver au quotidien".

Le secrétaire provincial du PDG, Bernard Aperano s'était quant à lui félicité de l'organisation de cette rencontre. Ce d'autant que, selon lui, le ver était toujours dans le fruit, et que ce sont des maux comme trahison, repli identitaire, démobilitation de leurs troupes qui ont été, de son point de vue, à l'origine de la "déroute" dans la province.

Il avait alors déclaré : "nous n'avons aucun intérêt à mettre en mal l'unité et la cohésion de notre forma-



Jean-Marie Koumba Souvi, le secrétaire général adjoint du PDG, pour le compte de l'Ogooué-Maritime.



Le secrétaire national du PDG pour l'Ogooué-Maritime, Anges-James Akanda.

tion politique qui nous a tous forgés, qui nous a beaucoup donné en termes de développement économique et de paix sociale. Nos ego doivent s'effacer chaque fois qu'il va de l'intérêt du parti." Le tableau ainsi brossé était apparu clair et sans équivoques pour tous. Plus de 10 mois après, quel bilan ? Un regard sans complaisance s'impose.

Le parti au pouvoir dans cette province demeure plus divisé et risque de sombrer quasiment du fait de l'inaction de ses responsables, présentés à tort ou à raison (c'est selon) comme de vrais amateurs, faisant souvent dans l'improvisation et usant des méthodes dont eux seuls détiennent le secret pour mobiliser les troupes. Ils parviennent ainsi à tromper, sinon, à cacher à la hiérarchie la réalité au cours de grands événements. D'aucuns y ont parfois vu du pur saupoudrage. Et leur «Distingué camarade» en a fait les frais lors de la dernière Présidentielle. En effet, si le résultat ne fut guère loin de celui de 2009, il reste qu'une faible mobilisation (fort taux d'abstention), le repli identitaire, la duplicité voire la trahison de nombre de cadres et militants enregistrés dans cette contrée, auront été révélateurs de la duplicité ambiante.

LEADERSHIP • Parce qu'en regardant à travers le rétroviseur, le PDG avait retrouvé une certaine vigueur au sortir de la Présidentielle de 2009. Réussissant presque le tour

de force d'occuper les 13 sièges de députés de la province et quasiment la tête de toutes les collectivités locales. Un raz-de-marée prometteur incontesté. Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous le pont. Le parti des masses apparaît assez affaibli, timoré. Il a fortement reculé pour faire le lit à une opposition qui s'enracine jour après jour sans une forte réplique ni grande résistance en face. Englués que sont les militants et dirigeants locaux dans les guerres de leadership, la bataille des postes et les ambitions affichées par les uns et les autres pour les prochaines Législatives.

Dans le premier arrondissement, par exemple, Jean-Richard Sylong et Germaine Opapé s'arrachent pour conserver les postes de député et de sénateur. Les jeunes loups que sont Edgard Mandrault, Marie-Claire Ogoula Ozoume et les autres ne l'entendent pas de cette oreille. L'arrivée de Pascal Houangni Ambouroué, actuel ministre du Pétrole, est venue encore brouiller les cartes.

Dans le deuxième arrondissement, la fissure est grande entre Alain Patrick Makungu et ses secrétaires fédéraux. Le troisième siège n'est pas en reste. Gabriel Tchango et Albert Richard Royembo seraient à couteaux tirés.

Enfin, dans le quatrième, Philomène Ogoula, démissionnaire durant tout le mandat, semble ne pas vouloir passer le témoin alors que guette Noël

Mboumba, en comptant, après son passage éphémère au gouvernement, sur l'appui d'autres acteurs politiques de la contrée et même d'ailleurs.

Au niveau du département, Lucie Daker Akendengué, président du Conseil départemental de Bendjé, a maille à partir avec une grande partie de ses collègues conseillers, y compris ceux de son bord politique. Quant à l'honorable Berthe Azizet, elle aussi fait face à une fronde au sein de la fédération du canton Océan. Honorine Dossou Naki semble avoir pris du recul depuis la dernière élection sénatoriale perdue face à l'indépendant Gabriel Ogoula Monyama. Une défaite qui a laissé des cicatrices puisque de lourds soupçons de conspiration pèsent sur nombre de ses frères d'arme. A la commune d'Omboué, ce n'est plus le parfait amour entre l'honorable Célestine Bâ Ogouwa et son suppléant pour diverses raisons. Elle est aussi victime de rivalités sur fond de chausse-trappes dressées sur son chemin.

IMMOBILISME • Dans l'ensemble, les responsables locaux du parti, comme souligné plus haut, sont indexés pour leur immobilisme voulu ou entretenu. A qui profite cette situation ? Pourtant, on ne peut pas dire que ce sont les moyens qui manquent aux cadres du PDG. Malgré l'apport non moins considérable de quelques nouvelles figures locales, à l'exemple de Jean-

Fidèle Otandault, Michel Essonghé et autres, agissant par le biais d'associations ou mouvements pour soutenir l'action du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba. Ce qui est étonnant quand on observe comment procèdent le PGP, l'UPG, le MPR de Félé Onanga pour se déployer chaque week-end sur le terrain. Une situation inexplicable pour de nombreux militants conscients du fait que beaucoup occupent leurs fonctions grâce au parti, mais refusent de lui renvoyer l'ascenseur. Se réfugiant derrière les moyens de l'Exécutif pour agir.

Nul n'ignore, par contre, que dans le troisième arrondissement, par exemple, on y trouve un maire central, par ailleurs secrétaire provincial, un maire d'arrondissement et des compatriotes tels que Gabriel Tchango, Albert Richard Royembo, Robert Ogandaga. Cependant le PDG ne vit quasiment plus comme par le passé dans cette circonscription qui est d'ailleurs l'une des plus effacées, notent de nombreux observateurs. Que s'est-il passé ? Nul ne le sait. Il est observé que le terrain est grandement, sinon presque, livré aux adversaires. Des structures associatives sont installées ici et là, affaiblissant un peu plus le parti. Faute de meneurs d'hommes alors que le parti peut en trouver, les militants du PDG, du moins ce qui en reste, seraient comme démobilités. Le "troupeau" semble dispersé par manque de berger. Une reprise en main s'impose.

Autre point noir : de nombreux "Pdégistes" seraient déçus par le mode de gestion du parti dans la province, où la distribution des postes ne se fait pas au mérite, mais sur des critères ethniques, le copinage et où les anciens opposants viennent régner en maîtres absolus, au détriment parfois des militants de la première heure. C'est du moins un des griefs que certains "oublis" formulent à l'endroit de leurs camarades. Le secrétaire provincial et ses hommes n'ont vraisemblablement pas trouvé une

Communiqué du ministère de l'Intérieur

EN application des dispositions de l'Acte additionnel N° 08/05 - CEMAC - CCE - SE du 25 juin 2005 relatif à la libre circulation dans l'espace communautaire CEMAC, le gouvernement de la République gabonaise annonce l'effectivité de ladite mesure à compter de ce jour, pour les ressortissants des Etats membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cameroun, Centrafrique, Congo, Guinée-Equatoriale et Tchad), détenteurs d'un passeport ordinaire biométrique, d'un passeport diplomatique ou de service.

Aussi, traduisant sa ferme volonté de renforcer l'attractivité du pays et son ouverture davantage à l'investissement direct étranger (IDE), et sur les très hautes instructions de Monsieur le président de la République, chef de l'Etat, Son Excellence Ali Bongo Ondimba, le gouvernement informe le public de ce qu'un Régime spécial dérogatoire est accordé aux ressortissants des pays du G20 et à ceux du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) désireux de se rendre au Gabon, terre d'accueil et d'investissement.

Sans préjudice du dispositif existant de l'E-visa et dans les Missions diplomatiques et Postes consulaires, ce régime spécial consiste en la délivrance des visas d'entrée dès leur débarquement sur le territoire national.

blement pas trouvé une thérapie aux maux dénoncés voilà un an presque. A l'Exécutif d'en tirer les conséquences. Ce sont ces brèches que le sommet du parti doit d'abord tenter de colmater, avant de prendre des décisions salvatrices qui pourront remettre le parti en selle dans cette province.

CEEAC/Intégration régionale

Les ministres des Affaires étrangères en conclave ce samedi

J-C.A

Libreville/Gabon

La Session extraordinaire du Conseil des ministres des Affaires étrangères de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) se tient, aujourd'hui, au Radisson Blu de Libreville. But : examiner

les dernières évolutions de la situation politique, sécuritaire et humanitaire en RCA ; laquelle semble s'être dégradée au cours de ces derniers mois.

UNE Session extraordinaire du Conseil des ministres des Affaires étrangères de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale

(CEEAC) consacrée essentiellement à la situation en République Centrafricaine s'ouvre en principe ce jour à Libreville. Convoquée par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, en sa qualité de président en exercice de la CEEAC, cette réunion fait suite aux entretiens qu'il a eus avec le président de la RCA, Faustin Archange

Touadera, ainsi que le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, en septembre écoulé à New York (USA). Les dernières évolutions de la situation en RCA n'allant pas dans le sens d'une sortie de crise imminente, la session du Conseil des ministres aura donc pour objectif de susciter un en-



La réunion des ministres a été précédée par une rencontre entre le ministre Noël Nelson Messon et les ambassadeurs de la CEEAC.

gagement renouvelé et plus soutenu de l'Afrique centrale.

La question de la réforme de la CEEAC devra également être évoquée.